

RWANDA Paul Kagamé

« On ne bâtit pas une d

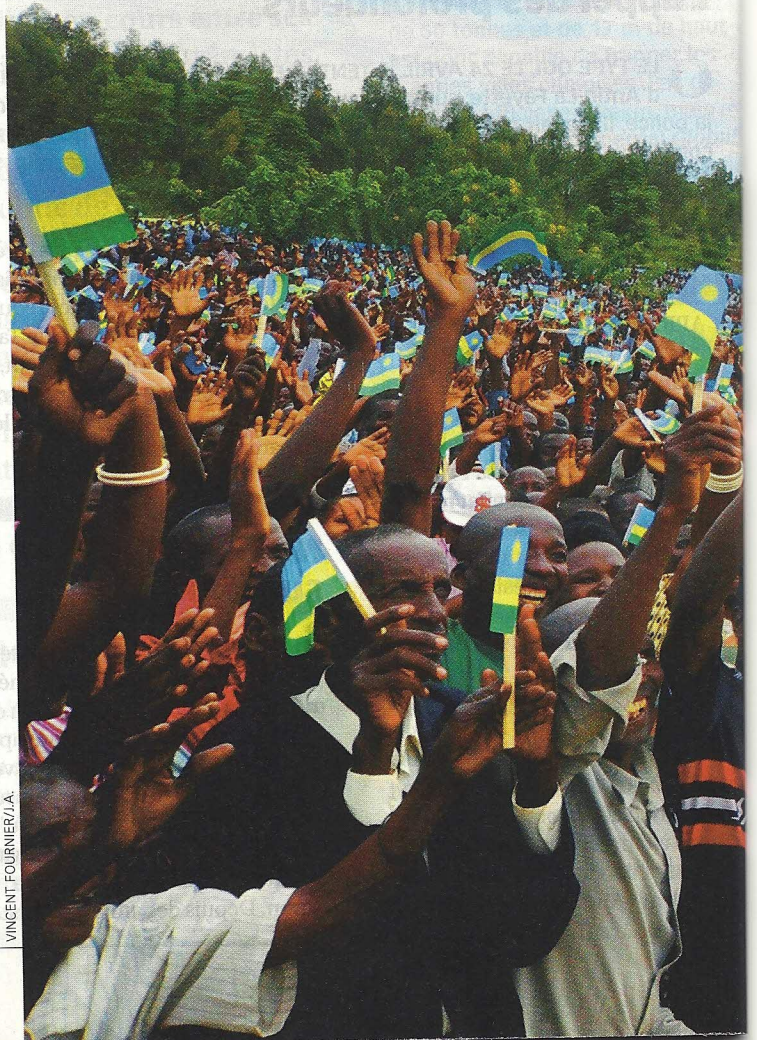
À la tête d'un petit pays pauvre dont les progrès économiques et sociaux sont incontestables, **le chef de l'État développe sa conception de la bonne gouvernance.** Et dévoile son visage à la fois démocrate et autoritaire.

Propos recueillis à Kigali par **FRANÇOIS SOUDAN**

Le pouvoir n'a pas fait grossir Paul Kagamé, au sens propre comme au sens figuré. Ce matin-là, dans la province de l'Est, à une centaine de kilomètres de Kigali, devant 50 000 personnes descendues de toutes les collines environnantes pour assister à son meeting, le président en jean noir et chemise bleue écoute humblement la voix du peuple. Derrière un micro, toute une litanie de Rwandais ordinaires défile et l'interpelle: problèmes de vaches, de terres, d'indemnités, petits conflits avec l'administration, poèmes lyriques scandés en kinyarwanda, plaies mal refermées du génocide... Kagamé répond, quand il ne convoque pas le maire, le député, madame la gouverneure ou le ministre concerné à s'exprimer à sa place. Ces derniers n'en mènent d'ailleurs pas large, le boss exigeant de leur part d'être concis, précis et convaincants. À 54 ans, cet homme que le magazine *Time* classe parmi les cent personnalités les plus influentes au monde et que se disputent les universités américaines pour leurs conférences inaugurales, dont le fils aîné étudie à l'Académie militaire de West Point et qui ne s'accorde d'autre distraction que le tennis ou la lecture d'ouvrages sur l'économie du développement continue douze ans après son accession à la présidence à diriger l'entreprise Rwanda comme un *mwalimu* - un « maître d'école », en swahili - dirigerait une classe où chaque élève disposerait de son ordinateur. Ici, tout est calme, ordre, vigilance. Point de musiques s'échappant des *ngandas* comme en RD Congo voisine, point de clameurs alcoolisées à la bière ou au vin de banane, on est chez soi, entre soi, sur son quant-à-soi, discret et travailleur au-delà du raisonnable.

Sous l'apparence de la quiétude et la chape d'une sécurité à la fois omniprésente, invisible et millimétrée, le souvenir du génocide est là, partout, tout le temps. Souvent, le visiteur de passage se sent écrasé sous le poids des morts et des non-dits. Les visages sont graves et les éclats de rire rares. Transformer au forceps, avec une dureté qui ne tient compte ni des opinions divergentes des opposants ni des états d'âme des ONG, les démons du passé en énergie créatrice et productive, tel est le pari de Paul Kagamé. À en juger par les résultats socioéconomiques, assez épatants, affichés par un pays qui fait désormais figure de modèle en ce domaine, il est en passe de réussir. La démocratie à l'occidentale, elle, attendra...

▼ **MEETING POPULAIRE**
« PARTICIPATIF » dans
la province de l'Est,
le 20 avril.



VINCENT FOURNIER/J.A.

« Démocratie sur du sable »

JEUNE AFRIQUE : Le 1^{er} juillet prochain, le Rwanda indépendant aura 50 ans. Y voyez-vous matière à célébration ?

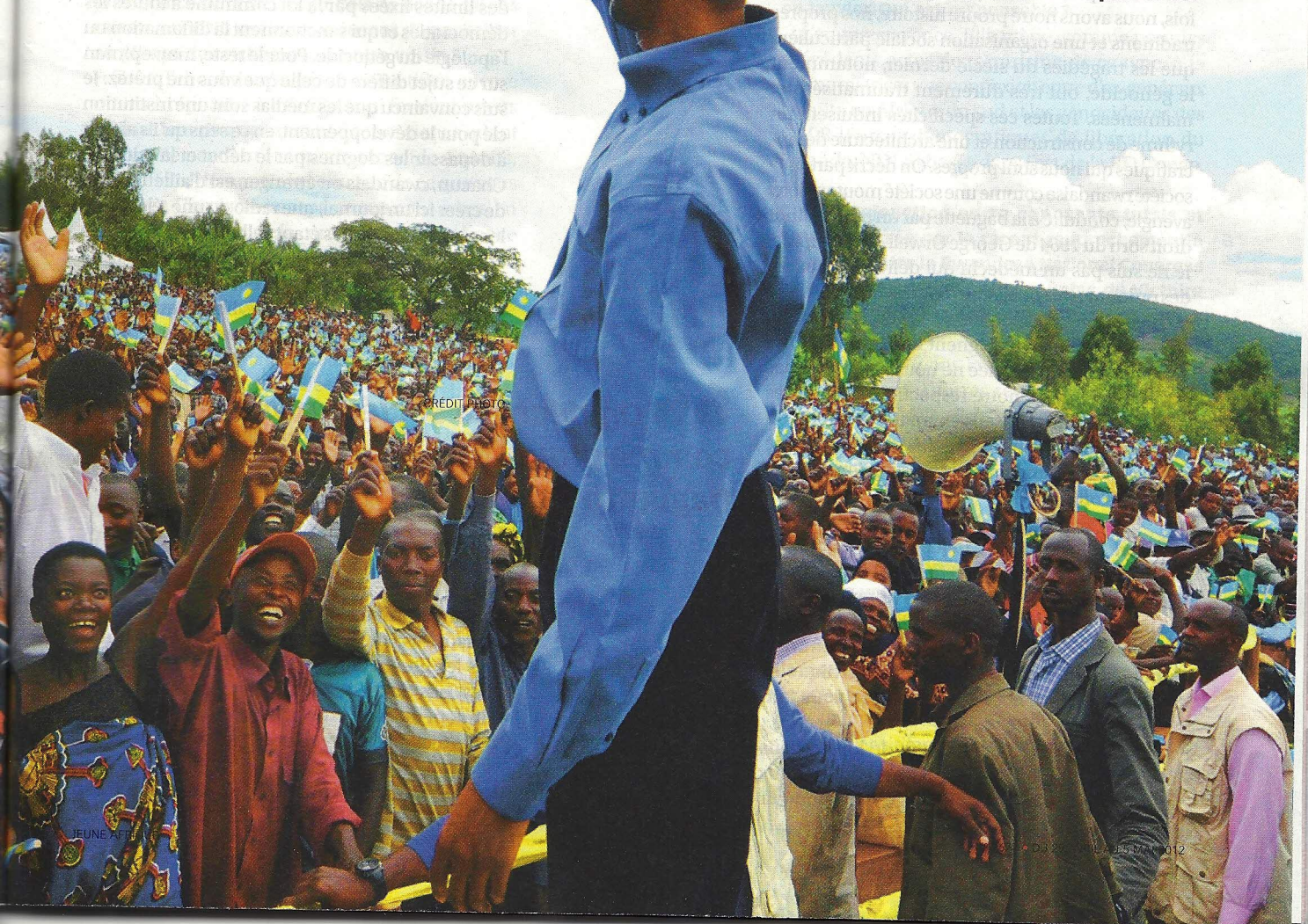
PAUL KAGAMÉ : Cela dépend de ce que vous entendez par là. C'est notre histoire, et nous devons l'assumer, avec ses parts de lumière et de tragédies. Ce sera donc une journée de réflexion, pas une occasion de festivités ou de dépenses publiques incontrôlées. Je sais qu'ailleurs sur le continent les cinquantenaires ont souvent été célébrés avec faste et réjouissances, mais nous ne nous sentons pas obligés de faire de même. En règle générale et pour des raisons évidentes d'économies, cette date est d'ailleurs fusionnée avec une autre, très rapprochée, qui

marque chaque 4 juillet l'anniversaire de la libération du Rwanda des forces génocidaires. Cette année, les deux événements seront commémorés le 1^{er} juillet, avec sobriété.

D'autant que le 1^{er} juillet 1962 ne fut pas un jour de joie pour tous les Rwandais...

Effectivement. Il faudra donc, sans aucun esprit de revanche, replacer ce jour-là dans son moment historique.

Ce sera aussi l'occasion de réfléchir sur ce qu'est la démocratie dans le contexte rwandais. Pour vous, manifestement, la construction d'un État fort à même de dépasser les



conflits communautaires passe avant le modèle démocratique occidental. Ai-je tort ?

Oui et non. Avant d'être un concept applicable partout, la démocratie doit d'abord être une réalité. Elle doit partir du peuple, le concerner dans son quotidien, dans la manière dont il gère et dirige sa vie. La démocratie n'est pas une théorie abstraite, elle est le produit d'un contexte. Regardez autour de vous : il n'y a pas de forme unique de démocratie mais des systèmes démocratiques différents, qui vont de la monarchie constitutionnelle à la représentation populaire directe. La démocratie doit être conforme aux aspirations, à l'histoire et à la culture du peuple au sein duquel elle prétend s'enraciner, sous peine de courir à l'échec. C'est ce que nous essayons de faire au Rwanda. Le Rwanda n'est ni la France, ni la Grande-Bretagne, ni la Belgique.

En Afrique, la démocratie ne se décrète pas, elle se construit, elle se prépare...

Disons qu'il existe un modèle universel de démocratie, appelons-le le modèle occidental, si cela vous arrange. Après tout, les aspirations des Rwandais ne sont pas, en termes de libertés, de représentativité et de prospérité, différentes de celles des autres peuples. Mais un modèle n'est pas un prêt-à-porter. Il faut l'adapter à celui qui le porte. Encore une fois, nous avons notre propre histoire, nos propres traditions et une organisation sociale particulière que les tragédies du siècle dernier, notamment le génocide, ont très durement traumatisées et malmenées. Toutes ces spécificités induisent un rythme de construction et une architecture démocratiques qui nous sont propres. On décrit parfois la société rwandaise comme une société moutonnaire, aveugle, conduite à la baguette par un pouvoir tout droit sorti du 1984 de George Orwell. C'est stupide. Je ne suis pas un médecin qui délivre au peuple des ordonnances obligatoires sur ce qu'il doit faire ou ne pas faire en le prenant à la gorge. Ceux qui, à l'extérieur, nous dépeignent comme une sorte de fourmilière décervelée ne nous respectent pas et ne méritent pas notre respect. Nous sommes ouverts à tous les conseils en matière d'évolution démocratique, à condition qu'ils soient de bonne foi, mais nous n'aimons pas les prescriptions, encore moins les ordres.

Le Rwanda est souvent critiqué pour la façon avec laquelle le pouvoir conçoit le rôle des médias. À vos yeux, les médias doivent se faire l'écho des réalisations collectives et mobiliser l'opinion en faveur de l'État, plutôt que d'apprendre à la population à penser de manière critique et indépendante. La liberté de la presse vous fait-elle peur ?

Absolument pas. Il vous suffit de lire certains journaux rwandais en kinyarwanda pour vous rendre compte combien l'image d'un pouvoir



VINCENT FOURNIER/JLA

▲ VENDEURS DE JOURNAUX devant l'Hôtel des mille collines, à Kigali.

muselant la presse est fausse. La critique y est fréquente, l'outrance, voire l'insulte, y sont récurrentes. Je vous ai dit que nous n'aimons pas les prescriptions : il n'y en a aucune ici en dehors des limites fixées par la loi commune à toutes les démocraties et qui sanctionnent la diffamation ou l'apologie du génocide. Pour le reste, mon opinion sur ce sujet diffère de celle que vous me prêtez. Je suis convaincu que les médias sont une institution clé pour le développement, en ce sens qu'ils aident à dépasser les dogmes par le débat et la critique. Chacun, rwandais ou étranger, est d'ailleurs libre de créer ici un journal, une radio ou une télévision, les seules contraintes étant celles du marché. Cela étant dit, je ne suis pas naïf. Autant je suis hostile à la police de la pensée et à la censure éditoriale – vous trouverez ainsi dans les librairies de Kigali des ouvrages quasi négationnistes sur le génocide

“ On décrit la société rwandaise comme moutonnaire, dirigée à la baguette par un chef. C'est stupide.

en vente libre –, autant je suis contre cette tendance qu'ont beaucoup de professionnels des médias à définir selon leurs propres critères ce qu'il faut ou ne faut pas faire. Encore une fois, nous n'aimons pas les prescriptions d'où qu'elles viennent. Ce n'est pas aux médias, a fortiori étrangers, dont l'indépendance est d'ailleurs toute relative, de nous dicter la voie à suivre.

Votre pays est régulièrement loué pour son

